

**Séance ordinaire du  
mardi 26 juin 2018**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Sécurité publique**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

## **Protocole du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne de l'Hérault**

La lutte contre l'habitat dégradé, indigne ou indécent constitue un enjeu majeur des services de l'Etat sur le territoire de l'Hérault, pour la protection de la santé publique et pour l'amélioration des conditions de vie des populations concernées.

Cette politique est encouragée par le PDLHI au travers des objectifs qu'il décline et de l'appui technique et juridique qu'il propose.

Dans le cadre de la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion (MOLLE), un sous-préfet référent LHI a été nommé, pour l'Hérault il s'agit du sous-préfet de Béziers. Il pilote le PDLHI.

On compte, dans le département de l'Hérault, environ 38 900 logements du parc privé estimés potentiellement indignes, ce qui représente 8,5% du parc de logement (résidences principales).

Ces logements sont à 61,8% de logements locatifs (LP) et 33,8% de logements occupés par les propriétaires (PO).

Cette instance vise à faciliter et développer le travail en réseau et en partenariat de l'ensemble des acteurs du logement dans l'Hérault.

Dans le cadre de ses missions, le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) de la Ville de Montpellier est un acteur majeur de la lutte contre l'habitat indigne, et perçoit à ce titre une Dotation Générale Décentralisée (DGD).

Le PDLHI peut associer à ses travaux, en tant que de besoin, toute personne ou service compétent dans le

domaine de l'habitat.

Objectifs du pôle :

- proposer et coordonner des actions destinées à lutter contre l'habitat indigne;
- permettre l'échange et la coordination entre partenaires intervenant dans le cadre des situations d'habitat indigne, avec procédure ou sans;
- évaluer les actions et en proposer une réorientation éventuelle;
- mobiliser et informer le public et les acteurs institutionnels sur tous les thèmes permettant d'agir contre l'habitat indigne ;
- mettre en place un observatoire nominatif départemental de l'habitat indigne.

Le PDLHI regroupe notamment :

- les services de l'Etat (sous-préfet référent LHI, DDTM, DDCS) ;
- la délégation départementale de l'Hérault de l'Agence Régionale de Santé Occitanie (ARS) ;
- la délégation locale de l'ANAH ;
- la Caisse d'allocation familiale (CAF) ;
- la Mutuelle sociale agricole (MSA) ;
- les travailleurs sociaux ;
- l'ADIL ;
- les magistrats référents dans le domaine de l'habitat indigne (Béziers et Montpellier) ;
- la direction départementale de finances publiques (DDFiP) ;
- les 3 services communaux d'hygiène et de santé (SCHS) de Montpellier, Béziers et Sète ;
- les principales collectivités locales impliquées et notamment les délégataires des aides à la pierre (Montpellier Méditerranée Métropole, CA Béziers Méditerranée, CA Hérault Méditerranée, Thau Agglo).

Le présent protocole est conclu pour une durée de 5 années à compter de sa signature par l'ensemble des partenaires.

En sa qualité d'acteur de santé, le SCHS, est un membre permanent du PDLHI, dans ce cadre et afin de pouvoir atteindre les objectifs assignés, il est donc proposé à la Ville de Montpellier de ratifier ce protocole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser Monsieur le Maire de signer le protocole relatif au PDLHI, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 5 voix

Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Caroline NAVARRE, M. Philippe SAUREL, Mme Annie YAGUE.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 juin 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole PDLHI

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20180628-45384-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 09/07/18  
Réception en Préfecture : 09/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.